

PMUC.COM

BANKO

90 MILLIONS

VENDREDI 15 DECEMBRE

SOYEZ PRÊTS

À GAGNER !

MÉDIAS

Les journalistes  
camerounais  
n'ont plus  
bonne presse

P 12

# REPÈRES

L'information d'abord...



Remember  
**Richard**

11<sup>ème</sup> ANNÉE - N°601- DU 11 DÉCEMBRE 2017 - 400FCFA - CAMEROUN - Bi-hebdomadaire paraissant les LUNDI & MERCREDI - DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : R. TOUNA - FONDATEUR : RICHARD TOUNA



## Patrimoine routier

# La corruption tue l'axe Ayos-Bonis

**En laissant circuler de nombreux gros porteurs en surcharge, les responsables des stations de pesage et des postes de contrôle participent à la dégradation de la chaussée d'un axe inauguré il y a moins de cinq ans.**

P 14

Déboires judiciaires

## Patrice Nganang, le prix des outrages

P 2

Premières dames d'Afrique

## Femmes d'influence, femmes de cœur, femmes fatales

PP 4-5



2<sup>ÈME</sup> FORUM TCHAD - RCA - CAMEROUN  
TRANSIT DES MARCHANDISES PAR LES PORTS DE DOUALA ET KRIBI

N'DJAMENA 12, 13, 14 DÉCEMBRE 2017





## Patrice Nganang, le prix des outrages

**E**n principe, ce lundi 11 décembre, Patrice Nganang devrait être présenté au procureur de la République près le tribunal de première instance de Yaoundé centre administratif. A en croire son entourage, au terme de l'enquête préliminaire menée par la police judiciaire il a été retenu contre lui, notamment l'outrage au président de la République et menaces de mort.

Patrice Nganang a maille à partir avec la justice camerounaise pour avoir fait une publication intitulée « *ma position à moi sur Biya* » sur sa page Facebook le 3 décembre dernier. « *Je l'ai toujours dit, écrit-il, je ne suis pas un opposant. Biya ne mérite pas que je consacre mon intelligence à m'opposer à lui. Je sors d'un sous-quartier qu'aujourd'hui on m'a dit très dangereux, Nkomkana, et depuis suis full professor à New York, la capitale du monde. Enseigne les blancs depuis que j'ai 26 ans. J'ai vu des types comme lui être zigouillés dans des rigoles, et mes propres étudiants ont descendu plus coriace que lui- Saddam Hussein. (...) Je l'ai devant moi, lui Biya, et ai un fusil, je vais lui donner une balle exactement dans le front. Je le dis depuis Yaoundé où je suis. Lui aussi. L'ai dit à Paris devant Abdou Diouf et à New York, devant la Maison Blanche. Ceci est donc une répétition* ».

### RÉCURRENCE DES OUTRAGES

Alors que le célèbre écrivain reconnaît lui-même la récurrence de ses outrages au président de la République, les médias internationaux, dans leur quasi majorité, préfèrent plutôt parler d'une critique de la gouvernance qui lui vaut aujourd'hui ses démêlés avec la justice. Or tous ses amis sur les réseaux sociaux savent que l'activité favorite de Patrice Nganang n'est autre que la dénonciation, parfois très excessive, du pouvoir de Yaoundé. Sauf qu'il ne s'en



Patrice Nganang.

prend pas seulement au président de la République, même sa famille est très souvent prise à parti avec une violence rare. Dans un passé pas très lointain, son épouse était régulièrement couverte de toutes sortes d'avanies, de qualificatifs pour le moins insultants.

C'est que, les réseaux sociaux constituent un lieu d'expression où Patrice Nganang ne s'interdit aucun égard de langage, recourant parfois à un vocabulaire indigne d'un enseignant d'université. Il transgresse allègrement tous les codes, viole toutes les lois, n'hésitant pas par exemple depuis le début de la crise anglophone à se livrer à l'apologie du terrorisme et de la

sécession. Chez lui tous les mots sont bons pour exprimer sa haine, insulter, humilier, vouer aux gémonies, etc. Et il semble le faire instinctivement, mécaniquement, comme d'autres se rasent le matin.

Achille Mbembe et Mathias Eric Owona Nguini connaissent bien la fougue destructrice de Patrice Nganang, eux qui ont été pris en grippe pendant de longs mois. Les attaques étaient si violentes que Vox Africa a dû préparer un plateau pour un duel entre le politiste et l'écrivain. Ce dernier, après avoir effectué le déplacement des locaux de la télévision à Yaoundé, va se débiter au dernier moment, alors que son adversaire trépi-

gnait de rage dans une loge, prêt à laver les multiples affronts subis sur la Toile.

Dougueli bloque Nganang Si Achille Mbembe a opposé un souverain mépris à ces charges, l'indignation poussera Georges Dougueli à réagir en son lieu et place. En 2015, le journaliste de Jeune Afrique écrit à l'écrivain habitué à user et à abuser de son devoir d'impertinence : « *Je suis au regret de t'annoncer que je vais devoir te bloquer. Je refuse de recevoir sur mon mur ce torrent de boue que tu déverses depuis quelques jours sur l'historien camerounais Achille Mbembe, l'un des Africains les plus influents de son époque. Tu comprendras ma gêne lorsque tu entres dans sa vie privée et que tu*

*te livres à d'intolérables attaques ad hominem. Tu comprendras mon étonnement quand tu cèdes à la facilité du propos diffamatoire. (...) Patrice, les mots qui claquent avec l'intention de blesser, d'humilier voire d'avilir ne m'ont jamais fait rire* ».

Or, cette fois Patrice Nganang ne s'est pas contenté de critiquer la gouvernance Biya. Il a fait bien pire en lui promettant la mort à plusieurs reprises. Pour toute réaction, Georges Dougueli écrit : « Selon son avocat, Patrice Nganang serait inculpé d'outrage à chef d'Etat. L'outrage [à corps constitué] est une atteinte à la dignité ou au respect, dû à ses fonctions, d'une personne appartenant à une catégorie protégée par la loi. Dans tous les pays où cette infraction existe, son constat apparaît très souvent au justiciable comme l'exercice d'un pouvoir arbitraire, voire même antidémocratique ». Finalement, pour lui, « *embastiller un écrivain est pire qu'inutile* ».

Comme si, être écrivain prétendument iconoclaste confèrerait tous les droits, et aucun devoir de respect pour les lois. Selon le Code pénal camerounais, « *la diffamation, l'injure ou la menace faites soit par des gestes, paroles, ou cris proférés dans des lieux ouverts au public, soit par tout procédé destiné à atteindre le public, sont qualifiées d'outrages* ».

Et son article 153, relative à l'outrage au président de la République, est sans concession : « *Est puni d'un emprisonnement de un (01) à cinq (05) ans et d'une amende de vingt mille (20.000) à vingt millions (20.000.000) de francs ou à l'une de ces deux peines seulement, celui qui outrage le président de la République, la personne qui exerce tout ou partie de ses prérogatives ou un chef d'Etat étranger* ».

Arthur L. Mbyé

**REPÈRES**

Une publication de **Citizen Media Corporation**  
Sarl au capital de 1 000 000 Fcfa

Siège social : Omnisport (Rue Foe à côté Fellidac)  
Hôtel Tél./Fax : 699 54 13 63 661 03 26 97  
E-Mail : repes2007@yahoo.fr

Fondateur - Richard TOUNA OMBÉ

Directeur de la publication Régine TOUNA

Assistants : Marie Laure ABATSON, Hélène OLANGUENA

Rédacteur en chef : Dominique MBASSI

Secrétaire de rédaction : Jean Robert FOUDA

Equipe de la rédaction : Lucie NGUIMBOUS, Jean Robert FOUDA,  
Christophe YAMB, R. TOUNA Arthur L. Mbye, Géraldine IVAHA,

Bernard BANGDA, Hernann III EWANE

Correspondants : Adrinkaye MA, Yannick POMTE, George YABADA, ABBA,

Infographie : J.J.

Logistique : Ulrich MBANG

Impression : SOPECAM- Tirage : 3 000 exemplaires

Distribution : MESSAPRESSE

## CRISE ANGLOPHONE

Le président de la République du Cameroun, Paul Biya, a reçu en audience le 7 décembre 2017, Lawan Abba Gashagar, envoyé spécial de Mohammed Buhari, chef d'Etat nigérian. Parmi les dossiers abordés par les deux personnalités, celui de l'activisme des leaders anglophones réfugiés au Nigeria.

## Yaoundé et Abuja discutent du sort à réserver aux sécessionnistes

Le président de la République du Cameroun a reçu le 7 décembre 2017, un envoyé spécial de Mohammed Buhari, son homologue nigérian, pays qui héberge des leaders sécessionnistes, dont Sisiku Ayuk Tabe. Parmi les dossiers au menu de la rencontre Paul Biya-Abba Gashagar, Haut-commissaire désigné du Nigeria au Cameroun, les problèmes sécuritaires en rapport avec la crise anglophone. Rien n'a filtré de leur fête à tête au palais de l'Unité. Mais les déclarations de l'émissaire ne laissent plus aucun doute sur les préoccupations et ambitions de Yaoundé.

Lawan Abba Gashagar rassure que son pays «œuvre pour l'intégrité territoriale du Cameroun», et que «quels que soient les griefs, le gouvernement nigérian ne saurait soutenir ou encourager les manœuvres de déstabilisation du Cameroun». Ce pays ne tolère également plus l'activisme des membres du SCNC sur son territoire. «Le Nigeria ne saurait servir de base arrière aux activistes qui veulent déstabiliser le Cameroun», a-t-il poursuivi.

Le Cameroun et le Nigeria ont signé des accords de coopération prévoyant un droit de séjour de 3 mois sans visa dans l'un et l'autre pays pour leurs ressortissants respectifs. L'envoyé spécial nigérian considère toutefois que «les bénéficiaires de ce droit doivent s'abstenir de toute activité pouvant nuire à l'autre pays». Sa visite à Yaoundé est donc un tournant majeur dans la gestion du séjour des séparatistes anglophones sur le sol nigérian.



Paul Biya et Muhammadu Buhari: front commun contre le terrorisme.

rian. D'après des sources crédibles, Abuja et Yaoundé discuteraient au plus haut niveau, du sort à réserver aux partisans de la sécession, devenus une menace pour le Cameroun.

Pour preuve, l'assassinat de huit éléments des forces de l'ordre en mission dans les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Plusieurs hypothèses seraient ainsi sur la table, soit l'arrestation, puis l'extradition des sécessionnistes vers le

Cameroun, conformément aux mandats d'arrêts récemment lancés, soit leur déclaration persona non grata sur le sol nigérian, suivie de leur expulsion du territoire. Yaoundé serait, dit-on de bonne source, favorable à la première hypothèse. Ce qui permettrait de mettre hors d'état de nuire ce mouvement sécessionniste.

## MANDATS D'ARRÊT

Abuja ne tolère plus la déstabilisation du Cameroun

depuis son territoire. Des informations obtenues de sources dignes de foi à la Direction générale de la recherche extérieure (DGRE) confirmaient, novembre 2017, le lancement d'une quinzaine de mandats d'arrêts internationaux contre certaines figures de proue du Southern Cameroon national council (SCNC). Mandats d'arrêts en rapport avec la proclamation symbolique de l'indépendance de la République fictive d'Ambazonie, le 1er

octobre 2017, suivie d'actes de violence dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Depuis, on assiste à de véritables escalades verbales, et de tueries perpétrées par des leaders sécessionnistes anglophones. Des membres d'un gouvernement fantôme intérimaire ainsi que des «ambassadeurs» membres ont même été nommés par Sisiku Ayuk Tabe le 6 novembre 2017. Egalement, dans un reportage de France 24 abondamment diffusé le 19 novembre 2017, Sisiku Ayuk Tabe manifestait sa ferme ambition entend que «président de l'Ambazonie», de «séparer les deux régions anglophones du Cameroun du reste du pays, proclamer leur indépendance, et discuter des termes de cette indépendance.» Sisiku Ayuk Tabe promet dans le même élément, «mettre toutes les options sur la table..., même l'option militaire.» «C'est le combat pour lequel je suis prêt à vivre, combattre et mourir», conclut sur France 24, depuis le Nigeria où il vit en exil, le sécessionniste accusé d'avoir détourné plus de 250 millions de FCFA à AES-SONEL au Cameroun.

D'autres sécessionnistes sont en exil dans d'autres pays d'Afrique, d'Europe ou aux États-Unis. Ils s'illustrent eux aussi par un activisme débordant. Face à cette situation extrêmement préoccupante, Yaoundé envisage d'étudier toutes les options, en vue de préserver l'intégrité territoriale du Cameroun.

Georges Yabada

## ASSEMBLÉE NATIONALE

## Une députée de l'UDC blesse un élu du RDPC

L'incident se déroule le week-end dernier, lors de la session plénière de novembre 2017 à l'hémicycle de Ngoa-ékellé. La députée Hermine Patricia

Ndam Njoya de l'Union démocratique du Cameroun (UDC) a protesté violemment contre le refus du président de l'Assemblée nationale, Cavaye Yeguié Djibril, d'accorder la

parole à un membre de son parti. Son sang n'a fait qu'un tour. Elle a tout simplement balancé un objet tranchant sur des députés du RDPC, blessant au passage un élu à la tête.

Après l'incident, les députés membres de l'opposition ont sérieusement perturbé cette séance consacrée à l'adoption du budget de l'exercice 2018. Par ailleurs, l'auteur de ce geste

qui relève d'une autre époque a présenté ses excuses à la victime. Telle une traînée de poudre, les images et des extraits vidéos du l'incident ont fait le tour des réseaux sociaux.

## ŒUVRE CARITATIVE

## Roger Milla, invité d'honneur de la Marche de la solidarité

Un événement initié par les Mariannes, une association regroupant les femmes des services français au Cameroun. Cette année, environ 250 enfants de deux orphelinats situés à Mfou et de Nsimalen dans la Mefou-et-Afamba, région du Centre,

ont été sortis de leur cadre de vie, pour une journée de détente sportive. La journée de samedi a commencé par une marche sportive d'environ 5 km entre l'Ecole publique de Bastos et le Parcours Vita. Un grand rassemblement s'est ensuite effectué avec un parterre

impressionnant de personnalités : l'ambassadeur itinérant Albert Roger Milla et Rigobert Song, tous deux anciens Lions indomptables, le préfet du Mfoundi Jean Claude Tsila, Gilles Thibault l'ambassadeur de France au Cameroun, la Lionne indomptable Gaëlle

Enganamouit, et les artistes musiciens Dynastie le tigre, Sanzi Viani, Haïs du groupe X Maleya ou encore Aï Jo Mamadou. Sans oublier les équipes nationales des A' et des Lionnes cadets. Cet événement rentre dans le cadre de la célébration le 20 décembre prochain, de l'édi-

tion 2017 de la Journée internationale de la solidarité humaine. Les Mariannes vont à cet effet, organiser une autre journée de détente avec les orphelins. Journée au cours de laquelle des cadeaux seront remis à ces enfants.



PREMIÈRES DAMES D'AFRIQUE

Femmes d'influence, femmes de cœur, femmes fatales

La Constitution ne donne aucune précision quant à leur place au sein de l'appareil étatique. Elles sont pourtant présentes, voire omniprésentes dans la sphère politique. Un rôle controversé que le journaliste français Vincent Hugeux dénonce avec des mots justes et empreints parfois d'exagération dans son ouvrage à succès «Reines d'Afrique, le roman vrai des Premières dames», paru en 2014 aux éditions Perrin. La Première dame d'Afrique est à la fois la plus sûre alliée et la pire ennemie de son président de mari. En effet, elle peut avoir auprès de son époux une influence très forte que ce soit au niveau politique, économique ou psychologique. Entre Leïla Ben Ali de Tunisie, Simone Gbagbo de Côte d'Ivoire, Hinda Deby du Tchad et Grace Mugabe du Zimbabwe à qui on prête le pouvoir de faire et défaire les gouvernements, de lever une armée ou de détenir les clés du trésor, et Chantal Biya du Cameroun, Lalla Salma du Maroc, Dominique Ouattara de Côte d'Ivoire et Sylvia Bongo du Gabon qui constituent des soutiens de poids pour leurs peuples respectifs, sans pour autant ravir la vedette à leurs maris, Repères, dans le présent dossier, dévoile la face cachée des ces Premières dames africaines. Liste non exhaustive.

Par Jean Robert Fouda

TUNISIE

Leïla Ben Ali, la régente de Carthage

Leïla Ben Ali née Leïla Trabelsi le 14 octobre 1956 à Tunis, est la seconde épouse de Zine el-Abidine Ben Ali, président de la République tunisienne de 1987 à 2011. Le site wikipédia indique qu'elle «est à l'origine d'une généralisation de la corruption dans son pays, dont les principaux bénéficiaires sont les membres de sa propre famille, les Trabelsi, qualifiée selon les observateurs ainsi que par les services de l'ambassade américai-



ne en Tunisie de «clan quasi-mafieux».

Pour Jean-Pierre Séréni du journal «Le Monde diplomatique», Leïla Ben Ali symbolise pour l'opinion publique la rapacité de la famille présidentielle. Ses frères et sœurs, ainsi que leurs enfants recevaient chaque mois une enveloppe contenant entre 200 000 et 300 000 dinars.

Exilée en Arabie Saoudite, elle fait l'objet d'un mandat d'arrêt international. Son procès s'ouvre à Tunis

le 20 juin 2011, sur des chefs d'accusation civils. Leïla Trabelsi et son mari sont condamnés à 35 ans de prison par contumace ainsi qu'à 45 millions d'euros d'amende pour détournement de fonds publics et malversations. Elle publie en 2012 un livre aux Éditions du Moment intitulé «Ma vérité » dans lequel elle répond aux accusations portées contre elle et sa famille. Elle demande par la suite « pardon » pour les fautes qu'elle aurait pu commettre, tout en se

dédouanant de l'essentiel des accusations portées contre elle. L'ouvrage «La Régente de Carthage : Main basse sur la Tunisie» de Nicolas Beau et Catherine Graciet a eu le mérite de dévoiler la face cachée de l'ancienne Première dame qui, avant son exil en Arabie Saoudite, est passée à la Banque Centrale pour retirer et emporter dans son avion 1500 lingots d'or !

TCHAD

Hinda Deby, présidente de l'ombre

Hinda Mahamat abderahim Acyl est née le 02 avril 1980 à N'Djaména. Quatrième au rang des épouses du président tchadien, elle est pourtant bel et bien celle qui tient les rênes du pouvoir dans son pays. Secrétaire particulière de son époux Idriss Deby Itno, Hinda exerce une influence sans limites sur ce dernier. Elle est très active dans la vie politique et a même sorti en 2008 un livre intitulé «La main sur le cœur».

Question de mettre en exergue sa générosité.

Selon son entourage pourtant, Hinda Deby Itno est une femme très instinctive qui ne lésine sur aucun moyen pour arriver à ses fins. Elle peut aller jusqu'à soudoyer et en cas de besoin proférer des menaces envers des personnes insoumises, pour assouvir sa soif de pouvoir et de mégalomanie. Le comble dans cette affaire, est son message de condoléances lu à la télévision tchadienne lors du décès du Premier ministre éthiopien, juste après celui du chef de l'Etat Idriss Déby Itno.

La Première dame tchadienne est par ailleurs accusée de harceler les responsables des organisations internationales présentes installées dans le pays, les ONG et autres agences de l'ONU, pour parrainer leurs activités (télévisuelles surtout) et pour recevoir leurs responsables en audience. Histoire de passer à la télévision et de montrer qu'elle tra-

vaille. Un journal télévisé où elle n'apparaît pas et où on ne fait pas référence à elle et Hinda dort mal.

Le titre de son livre paru en 2008, «La Main sur le cœur» montre bien la folie des grandeurs de cette femme, qui se fait passer pour une âme charitable.

Hinda offre de l'argent à des associations et les oblige à lui décerner des prix en retour. Exemple le plus proche, en l'espace de quelques mois, c'est la deuxième fois qu'elle

est en couverture du Magazine Princesses où on peut lire « La fierté de tout un peuple ».

Plusieurs Premières dames l'ont précédé au Tchad, mais aucune n'a autant défrayé la chronique. Ce que ne semble malheureusement pas comprendre son mari de président aveuglé par son amour pour elle. Les masques de la Première dame du Tchad et de ses hommes à tout faire commencent à tomber.

ZIMBABWE

Grace Mugabe, la soif de pouvoir

La «First shopper» comme la surnomment ses compatriotes, en raison de ses dépenses excentriques et exagérées, est citée dans plusieurs affaires de détournement de deniers publics alors qu'elle est pressentie pour succéder à son mari Robert Mugabe. Longtemps considérée comme une femme frivole, l'épouse du président Robert Mugabe a révélé un appétit insatiable pour le pouvoir.



Au point de faire vaciller son mari.

Deuxième épouse du «camarade Bob», elle ne faisait plus mystère de sa volonté de succéder à son époux de 93 ans, plus vieux chef d'Etat en exercice au monde, à la tête du Zimbabwe depuis 37 ans. Début novembre, lors d'un rassemblement de ses soutiens, elle proclame : «Je dis à monsieur Mugabe, vous devriez me laisser prendre votre place. [...] N'ayez pas peur. Si vous voulez me donner votre

poste, donnez-le-moi librement.»

Pari perdu. Son appétit du pouvoir suscite de plus en plus de résistances au sein même du régime. «Elle s'est fait beaucoup d'ennemis. [...] Il suffit de regarder l'ampleur des purges au sein de la Zanu-PF», déclare à l'AFP le commentateur politique Earnest Mudzengi.

Grace Mugabe, la secrétaire du président, la villageoise devenue Première dame, comme elle aime à le

raconter, est toujours perçue par les Zimbabweens comme une arriviste, une femme qui a même profité du cancer de sa prédécesseur pour séduire Robert Mugabe, de 41 ans son aîné. «Gucci Grace», «la première acheteuse», «Disgrace», «Lady Gaga» Des surnoms qui en disent très long sur ce ressenti.

CÔTE D'IVOIRE

Simone Gbagbo, la dame de fer d'Abidjan

Elle intrigue ou agace. Suscite curiosité ou rejet. Inspire crainte, voire terreur. Simone Ehiwet Gbagbo née le 20 juin 1949 est de 2000 à 2010, la Première dame de Côte d'Ivoire. Femme ambitieuse et intransigente, l'épouse de Laurent Gbagbo a une influence au niveau religieux sur son mari,

notamment durant la crise postélectorale de 2010. «Ne te rends pas, tu es l'élu de Dieu. Si tu cèdes, tu n'es pas garçon.» Cela veut dire à Abidjan, qu'il n'est pas un homme digne de ce nom.

Sa position de Première dame lui vaut également le fait de passer pour une conseillère de l'ombre de son

mari, sinon de peser sur la vie politique du pays. Elle déclare ainsi à L'Express : «Tous les ministres ont du respect pour moi. Et on me situe souvent au-dessus d'eux ». En juillet 2001, le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan déclare après un sommet sur la Côte d'Ivoire : « Si les décisions arrêtées ici rencontrent des difficultés pour

être appliquées, il nous faut envisager la prochaine fois d'inviter Mme Simone Gbagbo à nos travaux. Sa meilleure compréhension des solutions peut nous aider à les mettre vite en œuvre». Des propos illustrant en filigrane l'influence de la Première dame. Pour les observateurs, son intransigence est largement responsable de la radicalisation

du régime.

En effet, Simone, comme l'appellent ses compatriotes, prend part au débat politique dans son pays, énonce des positions tranchées, multiplie diatribes et reparties. Une curiosité en Afrique, où la femme n'a souvent qu'une place – le foyer – et qu'une occupation – son mari et les enfants.

## CAMEROUN

## Chantal Biya, Première dame au grand cœur

Mme Chantal Biya est née le 4 décembre 1970. Présidente de la Fondation Synergies africaines contre le sida et les souffrances, elle est nommée Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO le 14 novembre 2008, devenant ainsi la première Ambassadrice africaine de bonne volonté de l'Organisation.

Reconnue pour son engagement dans la prévention du VIH/SIDA, elle lutte contre l'ex-



clusion sociale, la pauvreté et les inégalités hommes/femmes par le biais de l'éducation. L'épouse du président de la République est l'initiatrice de plusieurs œuvres dans son pays : La Fondation Chantal Biya créée en 1994, avec pour objectif principal l'aide aux couches sociales défavorisées et la lutte contre les souffrances.

Il y a également Les Synergies africaines, une ONG qui regroupe les Premières dames du continent africain et

intervient dans les domaines de la lutte contre la pandémie et la transmission mère-enfant du VIH, et l'assistance aux personnes démunies. Il y a aussi le Centre international de Référence Chantal Biya inauguré le 23 février 2006 et dont les missions sont la recherche, la santé publique, la formation et les essais cliniques afin d'améliorer la prise en charge des malades.

Cet engagement lui a valu des distinctions honorifiques à l'échelle internationale.

Ambassadrice spéciale de l'ONUSIDA en 2015, Mme Chantal Biya a reçu un diplôme, accompagné d'un trophée des mains du Directeur exécutif de l'ONUSIDA, Michel Sidibé, en visite au Cameroun. En 2016, elle est Lauréate d'Or avec Cordon du Grand Prix humanitaire de France (GPHF), soit 2 ans après avoir reçu le titre de Commandeur de l'Ordre international de la protection civile.

## MAROC

## Lalla Salma, altesse royale de lutte contre le cancer

Née le 10 mai 1978, l'épouse du roi du Maroc est officiellement reconnue comme étant la plus belle Première dame d'Afrique selon différents sites web. Elle est d'ailleurs la première dans son pays, à porter officiellement le titre, ainsi que celui de princesse et d'altesse royale. Salma s'investi énormément dans le social et la santé, ce qui lui vaut d'être nommée en 2007, ambassadrice de bonne volonté de l'Organisation mondiale de la Santé.

En effet, la Fondation Lalla



Salma de lutte contre le cancer

œuvre, avec l'ensemble de ses partenaires, à faire de la lutte contre le cancer une priorité de santé publique au Maroc et dans la région. Cette structure œuvre depuis 2005 à améliorer la prise en charge des patients, à encourager les actions de prévention et à faire de la lutte contre le cancer une priorité de santé publique au Maroc. La Fondation Lalla Salma s'engage également dans le domaine de la recherche scientifique, multipliant les partenariats au Maroc et à l'international. Elle a adopté une démarche participative et multid-

mensionnelle pour cerner la problématique du cancer.

Intervenant lors d'un panel de haut niveau organisé dans le cadre des travaux de la Conférence mondiale de l'OMS sur les maladies non transmissibles (MNT), le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé Tedros Adhanom Ghebreyesus a tenu à «remercier la Princesse Lalla Salma et le Maroc pour leur engagement» en matière de lutte contre le cancer».

Issue de la classe moyenne, l'épouse de Mohammed VI a su don-

ner corps au rôle jusqu'alors totalement inédit de Première dame. Tout en restant proche du peuple et de ses préoccupations. «Je ne suis pas une reine, je suis une princesse. Il n'y a pas de reine au Maroc, il y a un roi.» Selon le quotidien Akhbar Al Youm, c'est ainsi que Lalla Salma aurait repris des passants qui, lors d'un voyage à Assouan en 2006, l'avaient maladroitement qualifiée de reine. Voilà, peut-être, le secret de sa popularité.

## CÔTE D'IVOIRE

## Dominique Ouattara, l'entrepreneure sociale

Née le 16 décembre 1953 à Constantine en Algérie, elle n'a pas attendu d'être la Première dame de Côte d'Ivoire pour se lancer dans le social. Cette Franco-ivoirienne, qui a créé un groupe immobilier et racheté les salons Jacques Dessange aux États-Unis se consacre désormais à sa Fondation Children of Africa créée en 1998. Il s'agit d'une entreprise humanitaire dont le but est de venir en aide aux enfants africains. La structure humanitaire évolue dans 4 sec-



teurs : la santé, l'éducation, le social et les centres subvention-

nés. Un des plus importants projets de la fondation a été la construction de l'hôpital mère-enfant de Bingerville. Bâti sur une parcelle de trois hectares, le but de cette structure sanitaire est d'aider à résorber les difficultés d'accès aux soins et contribuer à réduire la mortalité maternelle, néonatale et infantile.

Dominique Ouattara monte en puissance depuis 2011, date à laquelle elle est nommée présidente du Comité national de surveillance des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (CNS). La

mission de ce comité est de suivre et d'évaluer les actions du gouvernement en matière de lutte contre l'exploitation des enfants.

En décembre 2012, la Première dame de Côte d'Ivoire lance le Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI). Ce fonds vise à améliorer le revenu des femmes, faciliter leur indépendance financière, à renforcer leur capacité entrepreneuriale et à lutter contre le chômage. Selon le site du FAFCI, 110000 femmes bénéficient de ce fonds en Côte d'Ivoire. Pour le

rôle décisif qu'elle a joué dans la mise en place de ce fonds, Dominique Ouattara reçoit en mars 2016, de la Chambre de commerce américaine, le «U.S.-Africa Business Center Outstanding Leaders Award». Le prix récompense les actions en faveur de la promotion de l'entrepreneuriat féminin.

Entrepreneure sociale, elle se tient cependant bien à l'écart de tout ce qui est politique. «Alassane connaît mon caractère, il ne m'impose pas de l'accompagner où je n'ai pas ma place». Du caractère, la dame en a, c'est clair.

## GABON

## Sylvia Bongo, l'ange gardienne des veuves et orphelins

Sylvia Bongo Ondimba, née Sylvia Valentin le 11 mars 1963 à Paris, devient Première dame du Gabon le 16 octobre 2009, lors de l'investiture de son époux Ali Bongo Ondimba comme président de la République gabonaise. En 2011, elle crée la Fondation Sylvia Bongo Ondimba pour la Famille. Dès 2010, elle parvient à faire adopter, par l'ONU, une Journée internationale des veuves (célébrée tous les 23 juin depuis 2011). C'était à l'issue d'une campagne qu'elle a menée, afin de lever le



voile sur le sort de ces femmes, souvent victimes d'agressions et

de spoliation dans le recouvrement de leurs biens après le décès de leur époux et incapables d'assurer leur protection et le respect de leurs droits. Au Gabon, cela s'est traduit par l'adaptation des textes de lois et le déploiement d'un dispositif national d'aide et de secours.

Son engagement depuis 2009 à œuvrer contre la pandémie du VIH/Sida, à travers ses multiples actions, a valu l'adoption de la résolution 1308 du Conseil de sécurité des Nations Unies, reconnaissant la nécessité d'in-

clure, dans la formation du personnel chargé du maintien de la paix, l'acquisition des compétences en matière de prévention du VIH/SIDA.

En juin 2013, Sylvia Bongo Ondimba est nommée Commissaire membre par la Commission ONUSIDA. Cette Commission qui réunit aussi bien des chefs d'État, des décideurs politiques et économiques que des personnes vivant avec le VIH, vise à capitaliser les compétences et l'élan politique afin d'orienter le débat sur l'avenir de

la santé, dans le programme de développement post-2015, et d'accélérer les progrès vers l'éradication du sida.

Dans la continuité de son combat mené pour les veuves, Sylvia Bongo Ondimba s'engage en 2013 contre les violences faites aux femmes au Gabon en menant un plaidoyer auprès de la société et des pouvoirs publics. Au Gabon, ce sont 56 % de femmes qui déclarent être victimes de violences conjugales au cours de leur vie alors que 52 % sont victimes de violences physiques.

EXPLOITATION MINIÈRE  
ARTISANALE

L'annonce a été faite à Batouri au cours d'un entretien sur le nouveau code minier organisé à l'initiative de l'antenne régionale des communes et villes unies du Cameroun de l'Est (CVUC-Est).

## Le Minmidt veut suspendre la délivrance des autorisations

« Au regard de tout ce qui se passe dans le secteur surtout dans la Région de l'Est, je vous annonce la suspension très imminente de la délivrance des cartes d'artisans miniers. Dans le même temps, nous allons procéder à la suspension de la délivrance des autorisations d'exploitation artisanale (AEA) », déclare le ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique (Minmidt). Ernest Gwaboubou, qui assiste à un entretien entre le Minmidt et l'antenne régionale des CVUC-Est, sonne ainsi la révolte contre les micmacs autour de la mise à disposition de ces documents à leurs présumés propriétaires.

En effet, au-delà de ces violations de la réglementation en vigueur pour lesquelles Ernest Gwaboubou interpelle « les délégués départementaux et le délégué régional de l'Est », le maire de la commune de Lomié, Gérard Lomié, dénonce le fait que « ces cartes d'artisans et AEA sont délivrées à des personnes qui ignorent qu'on a utilisé leurs cartes nationales d'identité à ces fins ». Pour l'ancien député RDPC du Haut-Nyong (2002-2007), « un réseau est organisé autour des pièces perdues qu'on remet aux exploitants miniers



Ernest Gwaboubou, Minmidt.

étrangers. Et c'est avec ces pièces que les dossiers sont montés pour la délivrance des cartes d'artisans et des AEA ».

Cette suspension annoncée ne sera pas la première prise

par un Minmidt. On se souvient que le 14 mai 2014, Emmanuel Bondé, alors en poste, avait déjà pris pareille mesure pour mettre de l'ordre dans le secteur de l'exploitation minière artisanale réservée exclusivement aux nationaux. A l'époque, dans la région de l'Est, on recensait 5 777 AEA délivrées.

C'est en 2010, lorsque l'Etat s'apprête à lancer la construction du barrage de retenue d'eau de Lom Pangar, qui impacte les arrondissements de Belabo et Bétaré-Oya, que des entrepreneurs étrangers reçoivent des autorisations pour une exploitation minière artisanale mécanisée. Alors qu'il est question de mettre à profit leur expertise dans l'extraction de sauvetage de l'or sur les sites sujets à ennoiment, il apparaît des dérives telles que de fausses autorisations d'exploitation en circulation, l'installation anarchique des exploitants miniers, la dégradation environnementale, immigration clandestine des ouvriers étrangers et la hausse de la criminalité.

Pour rappel, et selon le président des CVUC-Est, Olivier Bembell, l'entretien avec le Minmidt de ce 24 novembre 2017 à Batouri se justifie par «

les événements de ces derniers temps, notamment les décès d'abord le 03 septembre 2017 à Kambélé, dans la commune de Batouri dans la Kadéy, puis, d'un artisan minier camerounais et d'un exploitant minier chinois le 15 novembre 2017 à Longa-Mali dans la commune de Bétaré-Oya dans le département du Lom-et-Djerem ». Pour le président des CVUC-Est, « ces événements interpellent, non seulement ces collectivités territoriales décentralisées (CTD), mais toutes celles de la Région de l'Est ». C'est à la suite de ces événements que la réflexion s'est développée autour de la tenue de ce rassemblement de Batouri. « Il s'agit pour nous de prendre conscience du danger qui guette nos populations autour des trous laissés béants par les exploitants miniers véreux, camerounais ou étrangers », souligne le maire de la commune de Batouri, Pierre Gombo Dimba, dans son allocution de bienvenue ce vendredi 24 novembre 2017. Bien plus, soulignent les autres maires présents à Batouri ce jour-là, « nous devons nous organiser pour que l'exploitation minière profite à nos communautés au lieu de les tuer ».

Bernard Bangda

## COOPÉRATION

La question a été au centre des discussions lors du récent Sommet UA-UE à Abidjan.

## L'avenir de la banane africaine préoccupe l'Union européenne

Dans le cadre du Sommet Union européenne-Union africaine qui s'est récemment tenu en Côte d'Ivoire, des parlementaires européens ont visité une plantation de bananes à Grand-Nieky, à proximité d'Abidjan, suite à l'invitation de l'association Afruibana, du groupement panafricain de producteurs et exportateurs de fruits. La députée britannique Linda McAvan, présidente de la Commission développement, la députée néerlandaise Judith Sargentini, membre de la délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, le député hongrois György Holvenyi, membre de la Commission du développement, et la députée allemande Maria Noichl, membre Commission de l'agriculture et du développement rural sont les personnalités qui ont été reçues par M. Owona, président de l'association et co-président de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, et



Une bananeraie.

Gervais Kakou, vice-président de l'association et ancien ministre des Affaires étran-

gères de Côte d'Ivoire.

Il a été question, pour ces derniers, de montrer l'import-

tance de la filière banane sur le plan économique et social. Selon la députée Linda McAvan, « cette visite était enrichissante, elle nous a permis de mieux saisir l'importance de la filière banane, avec ses nombreuses retombées positives sur le plan économique et social. On voit bien que l'avenir de la jeunesse africaine se déroule notamment ici dans cette bananeraie. Je tiens d'ailleurs à dire que c'est le Parlement européen qui avait pris l'initiative des mesures d'accompagnement de la banane (MAB), et que vous pouvez compter sur notre engagement pour que l'Europe continue de contribuer au développement de la banane africaine ».

Pour le vice-président d'Afruibana, Gervais Kakou « L'Afrique a un immense potentiel agricole, encore trop peu exploité. L'Afrique et l'Europe doivent s'unir pour transformer l'agriculture africaine qui est une véritable mine d'emplois pour une jeunesse en quête d'avenir. Avec cette visite, nous espérons que les députés européens auront été sensibles aux enjeux de la filière banane et de son

fort impact économique et social pour le développement local. Alors que de nombreuses questions restent en suspens au niveau européen – comme l'avenir de la clause de sauvegarde ou le tarif douanier à l'entrée du marché européen pour les bananes latinos – Afruibana sera vigilant et actif pour que l'Union européenne continue de participer au développement de la filière banane africaine ».

En effet, la filière banane est essentielle pour les équilibres économiques et sociaux de nombreux pays africains. Représentant plusieurs dizaines de milliers d'emplois directs et indirects, elle répond à de nombreux enjeux économiques et sociaux. L'Union européenne représente plus de 80% des débouchés à l'exportation de la banane.

Abba



## TOURISME ET LOISIRS

Des réflexions à propos ont été menées lors de ce forum international sur le tourisme durable qui s'est tenu à Yaoundé du 30 novembre au 1er décembre 2017.

# L'industrialisation du tourisme en débat au Mercatour 2017

**A**u cours de ces assises, plusieurs résolutions sont prises dont l'accompagnement des groupes de femmes dans la mise sur pieds des microprojets ou initiatives pour la promotion et la vulgarisation des produits agricoles destinés à la consommation mais également à la transformation par des PME/PML. Par ailleurs, le Mercatour 2017 incite les pouvoirs publics à élaborer des politiques d'agrotourisme au niveau local afin de promouvoir les liens multisectoriels et renforcer la résilience des communautés. L'organisation des activités périodiques de sensibilisation, d'information et de formation par rapport à l'entrepreneuriat jeune dans les localités à fort potentiel de ressources naturelles (agricole, forestière, faunique, etc.) a également trouvé une place importante aux yeux des participants à ce forum de même que la collecte des données de géolocalisation des espaces touristiques pour créer une plateforme d'échanges entre promoteurs et clients. Toute cette panoplie de recommandations vise selon les organisateurs de ces assises, « à amener le tourisme camerounais



photo de famille au mercatour 2017.

vers une industrialisation capable de le positionner comme une véritable niche d'emplois et de revenus ».

En fait, il s'agit pour le Cameroun de mettre à profit son potentiel touristique au service de l'économie nationale. Comme la Tunisie dont l'ambassadeur dans notre pays, S. E. Jalel Snoussi, était présent au Forum international du tourisme durable (Mercatour 2017) et à la Journée connectée multi-

pays qui se sont déroulés pendant deux jours en un événement à la Chambre de commerce et à l'Institut français du Cameroun de Yaoundé. La présence de l'ambassadeur de Tunisie au Cameroun visait à partager avec l'assistance, l'expérience de ce pays qui tire l'essentiel de ses revenus des activités touristiques tout en prônant le partenariat public-privé pour le développement du tourisme durable au Cameroun.

Outre la leçon inaugurale, sur le thème « *Tourisme durable et réduction de la pauvreté* », dispensée par le Pr. Roger Bernard Onomo Etaba, chef de département tourisme et hôtellerie à l'Université de Yaoundé I, le public a assisté à une série d'audioconférences en ligne, principalement sur l'implication des communautés locales dans la nouvelle économie et à des conférences débats en salle sur le rôle des communes pour impulser la dynamique de développement au sein des localités à fort potentiel touristique. Un panel constitué d'experts à savoir le Dr Kede Onana, enseignant à l'Université panafricaine et modérateur de la conférence, l'ambassadeur de la Tunisie au Cameroun, invité spécial, le représentant de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle(OAPI) et plusieurs autres intervenants a également animé des échanges sur le tourisme durable et les standards internationaux.

Au cours de la visite des stands d'exposition, second point marquant du forum, plusieurs artisans et entreprises ont montré leur savoir-faire à travers des démonstrations, des

dégustations, des présentations. En vedettes, le miel d'Oku et le vin de palme du groupe d'initiative commune (GIC) « *Sève et Vins d'Afrique* » au regard de l'affluence à leur dégustation. De même les visiteurs ont été émerveillés par la présentation de l'histoire et des clichés tirés du musée des peuples fang bété-bulu.

Un café dinatoire du tourisme durable a clôturé la rencontre à l'Institut français du Cameroun le 1er décembre 2017 à 21h. Cette session spéciale était animée par Kleber Biboum, coordonnateur du Mercatour 2017 et membre du Conseil d'administration de l'association française RSE et PED. Il était question de mener une réflexion sur le lien entre le tourisme durable, les migrations et la solidarité. Les participants à cette session spéciale ont eu droit à un exposé sur l'expérience d'accueil de touristes dans une Finca du Salvador, par Le secours populaire de Rennes et Voyager autrement au Togo qui a parlé des voyages solidaires qu'il organise vers le Togo.

Michèle Ntédé

## REACTIONS

Pr Onomo Etaba Roger Bernard, universitaire, expert consultant international en tourisme

**Le tourisme durable c'est celui d'hier, d'aujourd'hui et de demain**



« A la question du comment, sur la base de l'épanouissement durable, sortir les populations de leur état de manque nous a permis de révisiter les notions essentielles à savoir le tourisme durable et la pauvreté. Le tourisme durable pour sa part c'est le tourisme d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Cela veut dire qu'aucune génération n'a le droit d'empêcher une autre de profiter des avantages ou des richesses du tourisme. Au niveau de la pauvreté, je l'ai situé dans 2 stades : la pauvreté matérielle, le manque de devises et la pauvreté morale ou l'ignorance dans l'existence de leur richesse touristique et la transformation de leur richesse naturelle en richesse touristique. C'est à ce niveau qu'intervient les quatre grands paramètres qui caractérisent le tourisme durable à savoir : la rentabilité économique par la formation des populations ; L'implication de la population locale dans toute activité touristique dans le but de sauvegarder le patri-

moine touristique et la satisfaction de la clientèle qui est très importante dans ce sens qu'un client satisfait emmène d'autres clients, ce qui permet les rentrées de devises et donc le développement des localités ».

Son excellence Jalel Snoussi, ambassadeur de la Tunisie au Cameroun

**Le Cameroun est assis sur une richesse touristique potentiellement très grande.**



« Le pouvoir public et le pouvoir privé doivent se convenir d'une stratégie pour relancer le secteur touristique camerounais. Car le Cameroun est assis sur une richesse en terme touristique potentiellement très grande. Donc la stratégie permettra de à chaque secteur de se développer par bien entendu le travail qu'il abattra avec ses propres moyens et dans son domaine d'activité. Il n'y a pas de secret dans la réussite sauf le travail. C'est en essayant qu'on se forge une expertise. Toutes proportions gardées, c'est ce que je puis dire de ma modeste expérience et parce que je me sens un peu camerounais après deux ans et demi passé dans ce pays. J'aime beaucoup ce pays qui m'a adopté. J'en profite d'ailleurs pour souhaiter une bonne réussite au Cameroun dans son élan de développement du secteur touristique camerounais ».

Margaret Myriam Nkoudou Assoua, élève de 2nde tourisme au lycée technique et commercial de Yaoundé

**Le problème majeur des Camerounais c'est l'ignorance de ce qu'est le tourisme**

**N**ous revenons d'une étude en air libre. Et le forum a captivé notre attention. Parmi nous il y'en a qui souhaite apprendre l'art culinaire. J'ai retenu qu'il y'a plusieurs structures mises en place qui peuvent m'aider, mes camarades et moi à développer nos projets touristiques. Le problème majeur de mes frères camerounais c'est l'ignorance de ce que s'est que le tourisme. Pour nombreux, faire le tourisme signifie voyager à l'étranger et pourtant, on peut faire du tourisme ici, en visitant des lieux que l'on ignore.

Propos recueillis par MN





**DOUALA**

Une œuvre de BVS S.A.S, inaugurée le 7 décembre 2017 par Ernest Ngwaboubou, ministre de l'Industrie, des Mines et du Développement technologique, représentant le Premier Ministre Philémon Yang.

## Ouverture d'une nouvelle unité de production de boissons, vins et spiritueux

**L**e 25 novembre 2016, Castel frères et Pernaut Ricard, les deux géants français de la fabrication et la distribution des boissons, vins et spiritueux, obtenaient auprès du gouvernement camerounais, une licence d'exploitation de 3, puis 5 ans, au profit de BVS, sa filiale camerounaise. Après 18 mois, BVS S.A.S a trouvé ses marques dans le paysage très restreint des entreprises agro-industrielles du Cameroun, secteur boissons, vins et spiritueux. «8 milliards de FCFA de chiffres d'affaires dans l'activité négoce, 10 milliards d'investissement, 3 milliards de FCFA de contribution auprès des PME partenaires locales, et des parts de marché sectorielle de 10%». Guillaume Sara, le Président directeur général de BVS S.A.S a été non-exhaustif, ce 7 décembre 2017, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration d'une nouvelle unité de production de boissons, vins et spiritueux, œuvre de BVS S.A.S.

Parrainée par Philémon



Yang, le Premier ministre suite à la présentation du projet au président de la République, le

19 mai 2016, le processus de mise en place de cette unité, a englobé plusieurs partenaires

institutionnels, financiers et économiques: le ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique, ceux du Commerce, des Finances ou encore Le directeur de l'Agence de promotion des investissements (API). Le nouveau projet, début de la phase II du plan d'investissement BVS, marque, d'après Guillaume Sara, «le point de départ de la vinification, assemblage et embouteillage local des vins et vins aromatisés. Grâce à un équipement de haute technologie qui encourage l'investissement, soutient le secteur privé, le secteur de l'agro-alimentaire, notamment», explique Ernest Ngwaboubou, le ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique, représentant du Premier ministre. Ceci, conformément au nouveau Plan directeur industrialisation gouvernemental (NPDI), avec la facilitation de la loi de 2013 sur les incitations à l'investissement privé. BVS a ainsi investi depuis 3 ans, 12 milliards de

FCFA, pour les deux premières phases, toutes activités comprises. Il a réalisé des contributions au titre des droits de douanes, cotisations sociales et impôts divers, de 4 milliards de FCFA.

BVS S.A.S vise désormais le marché sous-régional, zones CEMAC et CEEAC. Ambition, produire 10.000.000 de litres de vins par an, au Cameroun et dans la sous-région, et exporter vers la même zone, 45% de sa production. BVS S.A.S envisage par ailleurs développer, dans la 3ème phase de son programme d'investissement, la production de jus de fruits, la production vinicole à partir de la matière première locale et le développement des vignobles locaux. BVS, c'est 174 employés, dont une majorité de Camerounais, dans un secteur présenté par Ernest Ngwaboubou, comme «porteur pour notre économie», avec 33% de production industrielle, 22% de contribution de TVA et 6% d'exportation».

**Georges Yabada**

### TRANSPORT INTERURBAIN

En deux ans, l'entreprise d'assemblage a produit une centaine de bus. Elle ravitaille la plupart des agences au Cameroun.

## Sotrabus, le pourvoyeur de gros porteur

**L**a Société de transformation de bus Mickel (Sotrabus), spécialisée dans la construction et la vente des bus de transport de 45, 50 et 70 places fonctionne depuis deux ans au Cameroun. Malgré sa jeunesse, l'entreprise pilotée par Albert Mbaffe compte déjà dans son carnet de commande, plusieurs clients du transport urbain et interurbain du triangle national. Il s'agit de Finexs voyages, Princesse voyages, Moghamo, etc.

Albert Mbaffe, actionnaire et président du Conseil d'administration de cette entreprise, estime à 130, le nombre de bus sortis des usines Sotrabus. Gaston Mboube, contrôleur de gestion à Sotrabus, maîtrise à merveille les différentes étapes du processus. «La fabrication d'un bus suit trois principales phases



Des bus tropicalisés et adaptés aux routes africaines.

que sont la conception, l'assemblage et la production». Il s'agit ici, d'après Albert Mbaffe, «des études et réalisa-

tions du prototype, de mettre ensemble les pièces produites, et le passage aux étapes finales de préfabrication et de

polyester». Ainsi, la production d'un bus Sotrabus s'étend sur 3 à 4 mois, renseigne Gaston Mboube.

Le matériel de montage constitué essentiellement de pièces détachées, provient d'Allemagne et de Côte d'Ivoire. Par contre, les châssis et les moteurs sont fournis par des concessionnaires européens, Mercedes et Volvo notamment. Sotrabus fabrique localement le squelette et la carrosserie des bus à partir des barres de fer et des tôles en acier galvanisé. «Des bus tropicalisés et adaptés aux routes africaines», rajoute Albert Mbaffe. Avec 150 employés, Sotrabus envisage conquérir le marché sous-régional. Ainsi, Sotrabus nourrit de grandes ambitions. L'entreprise prévoit désormais une production de 2 à 15 bus par mois.

**G Y**

### DOUALA 5E

## Canal+ se rapproche des populations

**M**ardi 5 décembre dernier, a eu lieu l'ouverture officielle de la boutique Canal+ Bonamoussadi, située juste à proximité du supermarché Carrefour. Une joie pour les habitants de cette localité, qui voient Canal+ se rapprocher davantage d'eux. Ainsi, finies les

longues distances et les embouteillages au moment de payer son abonnement Canal+, pour les habitants de Douala 5e, précisément ceux vivant aux alentours de Bonamoussadi. Désormais, ces derniers ont une boutique Canal+ à proximité de leur domicile.

«Cette boutique est particu-

lière, l'objectif ici pour Canal + est de se rapprocher de plus en plus de ses abonnés. Il était important que nous ayons une boutique ici à Douala 5e et nous avons profité du lancement de Carrefour pour notre ouverture. Nous faisons des abonnements et des réabonnements, nous vendons tout le matériel dont vous

avez besoins pour une qualité d'images optimales avec les offres Canal+».

Pour cette période de fêtes de fin d'année, le décodeur est à de 5000 FCFA. Un prix promotionnel. Voilà donc l'occasion pour les habitants de cette localité de bénéficier des moments forts de la télévision, à travers les chaînes

Canal+ Sport, où ils pourront vivre le Boxing Day, le Classico et la NBA. Des émissions comme Afrique Investigations seront également disponibles pour eux sur Canal+.

**Abba**



TRANSPORT  
AÉRIEN

L'annonce a été faite à Batouri au cours d'un entretien sur le nouveau code minier organisé à l'initiative de l'antenne régionale des communes et villes unies du Cameroun de l'Est (CVUC-Est).

## CAMAIR-CO retourne à Bangui

Désormais, Bangui sera desservie deux fois par semaine au départ de Yaoundé et de Douala, notamment les jeudis et les dimanches. Il s'agit là d'une offre de vols directs entre le Cameroun et différents pays de la CEMAC. Cette liaison s'inscrit dans le cadre de la politique de développement « Cap sur le régional » et renforce le leadership de la compagnie nationale dans la sous-région.

« Nous reprenons Bangui, 48h après la fête nationale de la RCA, et sommes heureux de desservir à nouveau cette ville. La reprise de cette desserte est une étape importante dans le développement de CAMAIR-CO. Bangui représente un fort potentiel pour la compagnie au niveau économique, avec les communautés de la sous-région qui y vivent, la forte concentration des ONG et organisations internationales qui y sont installées. Et c'est en partie pourquoi nous avons bien l'intention d'installer cette nouvelle liaison dans la durée », rapporte Hugues Mbala, chef service relations



publiques et médias.

Ainsi, il est possible de regagner Bangui à partir de 249 mille FCFA TTC en aller-retour. On se rappelle que le 24 octobre dernier, la ligne de Libreville a

été rouverte et présente aujourd'hui un taux de remplissage au-dessus de 74%.

Par ailleurs, CAMAIR-CO annonce la reprise des vols sur Abidjan le 15 décembre 2017 et

le lancement de Dakar à la même date. Le vol inaugural de Dakar en partenariat avec le GICAM.

Abba

## Erratum

Une erreur malencontreuse s'est glissée en page 9 de notre parution du lundi 4 décembre 2017, l'article intitulé « Affaire Méridien BIAO Cameroun: le Groupe Fadil apure son passif ». Au lieu de « en l'espace de 24 mois, le holding a restitué près de 5 milliards de FCFA, soit 20% de sa dette... » Lire plutôt « en l'espace de 24 mois, le holding a restitué près de 5 milliards de FCFA, soit 80% de sa dette... » La rédaction de Repères adresse toutes ses excuses au Groupe Fadil, ainsi qu'à ses lecteurs, pour cette malheureuse

## DISTINCTIONS

Près d'une centaine d'employés de la Société nationale de raffinage du Cameroun (SONARA), ont été décorés le vendredi 1er décembre 2017 au siège de l'entreprise à Limbe, par le directeur général de l'entreprise Ibrahim Talba Mallah. C'était au cours d'une cérémonie riche en sons, en émotions et en couleurs.

## La SONARA honore ses employés

Au total, 89 employés ont reçu leurs médailles d'honneur des mains d'Ibrahim Talba Mallah, le directeur général de la SONARA, pour le travail qu'ils abattent au quotidien pour le développement de cette entreprise. Pour cette 12<sup>e</sup> édition de remise de médailles, 23 employés ont reçu des médailles en argent,

47 en vermeil et 19 en or.

D'après le directeur général de la SONARA, « le climat social à la SONARA est bon, très bon, j'allais dire excellent. En effet, à la faveur de l'application des termes de la convention collective signée par le ministre, au regard de la politique de prise en charge médicale du personnel, de la régularité du paiement des salaires mensuels, du règlement des cotisations patronales,

du dialogue social engagé avec les délégués du personnel, de la tenue régulière des réunions avec ces derniers, de la pesée de poste en cours de finalisation, tout baigne dans l'huile. Pour tout dire, le personnel est heureux, l'employeur aussi. »

La satisfaction de la direction générale de l'entreprise vient du fait que des résultats que ces employés produisent. En effet, le traite-

ment de pétrole brut en 2016 à hauteur de 1 894 000 TM est en progression de 74 000 TM par rapport à 2015 qui était de 1 820 000 TM, soit une évolution de près de 4%; la mise à la consommation sur le marché national et en zone CEMAC de 1 682 000 TM, en augmentation de 507 000 TM par rapport à l'année 2015 qui était de 1 175 000 TM soit une évolution de 30%; l'ex-

portation de 554 000 TM alors que celle de 2015 s'élevait à 550 000 TM, soit une augmentation de 4 000 TM de produits raffinés hors zone CEMAC, toutes destinations confondues.

Voilà entre autres raisons qui poussent Ibrahim Talba Mallah à honorer son personnel.

Abba

## GUINÉE CONAKRY

Le 4 décembre 2017, Le consortium SMB-Winning, acteur majeur du secteur de la bauxite, a présenté au président de la République de Guinée, son projet d'investissement estimé à 3 milliards de dollars, qui servira au développement de la Guinée Conakry.

## SMB-Winning annonce un investissement de 3 milliards de dollars

Les représentants du consortium SMB-Winning, ont récemment présenté à Alpha Condé, président de la République de Guinée, le projet de construction d'une raffinerie d'alumine, ainsi que d'une ligne de chemin de fer destinée à désenclaver le corridor de Boffa et à acheminer la bauxite vers la raffinerie et le port de Dapilon en Guinée Conakry. D'après Frédéric Bouzigues, Directeur général de la Société

minière de Boké, « cet investissement illustre nos ambitions pour la région de Boké et notre contribution au développement économique et social de la Guinée. Le secteur minier, avec l'agriculture, est le poumon du développement du pays et, dans notre démarche de mines responsables, doit s'attacher également à faciliter une redistribution locale des retombées, au service notam-

ment des communautés, de l'éducation, de l'emploi et de secteurs prioritaires comme les agro-industries. »

« La transformation locale des matières premières est l'un des grands enjeux pour une croissance plus inclusive en Afrique car elle permet de créer plus de valeur sur place tout en entraînant un début de diversification économique. Cet engagement pour la Guinée démontre

également notre confiance dans l'amélioration continue du climat des affaires et de la stabilité macro-économique du pays. Ce projet démontre aussi la complémentarité technique et financière de notre consortium franco-sino-singapourien pour mener à bien ce type de projets structurants », déclare Fadi Wazni, président du Conseil d'administration de la SMB.

La phase d'études de faisabilité

et d'impact social et environnemental commencera dès 2018 et les travaux débiteront en 2019. Le consortium a prévu d'exporter 30 millions de tonnes de bauxite en 2017, ce qui ferait de la Guinée le premier exportateur mondial de bauxite et du consortium l'un des contributeurs majeurs au produit intérieur brut du pays.

Abba



**BOURSES**

Ils ont reçu chacun une enveloppe d'une valeur de 200 000 FCFA au cours d'une cérémonie organisée à l'Université de Yaoundé II.

## La Chine soutient 50 étudiants camerounais

**L**a cérémonie y relative a eu lieu mercredi 6 décembre 2017 sous la présidence du recteur de ladite université, Adolphe Minkoa She. A ses côtés, l'ambassadeur de Chine au Cameroun, Son excellence Wei Wenhua. Ce dernier a tenu à remettre à mains propres les bourses offertes par son pays à 50 étudiants méritants des établissements sous tutelle de l'Université de Yaoundé 2-Soa.

« Comme l'année dernière, l'ambassade de Chine au Cameroun encourage les lauréats à travailler dur pour réaliser leurs rêves et servir leur pays », indique le chef de la diplomatie chinoise au Cameroun. Wei Wenhua souligne par ailleurs que « si la coopération entre le Cameroun et la Chine en matière d'éducation est prospère, elle est plus forte entre la Chine et l'Université de Yaoundé II ». Allusion faite à la cérémonie conjointe l'inauguration de l'immeuble siège de l'institut Confucius, et de célébration des 10 ans dudit institut le vendredi 17 novembre 2017 au campus de Soa. Selon le diplomate chinois, « avec 2820 étudiants camerounais en Chine, le Cameroun arrive en tête des pays dont les jeunes fréquentent les universités chinoises ».

Ce qui n'exclut pas, comme on peut le constater, que la Chine investisse encore au Cameroun dans ce domaine. D'où l'admiration d'Adolphe Minkoa She pour la culture chinoise. Le recteur



L'ambassadeur de Chine entouré des lauréats.

de l'université de Yaoundé 2-Soa révèle d'ailleurs que « la langue est enseignée dans les universités camerounaises depuis

bientôt 21 ans ». Au sujet de la cérémonie de remise des bourses d'études par la Chine, Adolphe Minkoa She dit placer

cette activité « sous le signe de l'excellence de nos étudiants qui a été primée. Sur les 50 meilleurs de notre université, nous avons 29 filles et 21 garçons. Ces bourses constituent également un signe d'encouragement pour emmener les autres par le biais de l'émulation à faire mieux. »

Avec une moyenne de 16,47 sur 20, Romence Zita Tengoug Kagho, étudiante au niveau 2 licence dans la filière Economie et Gestion, est le major des 50 étudiants primés. « C'est une très bonne initiative surtout que, personnellement, c'est la 2ème fois que j'obtiens cette bourse. J'en profite pour remercier l'ambassadeur de la République de Chine. Cet argent va me permettre d'acquérir d'autres documents », déclare-t-elle après avoir reçu son pactole. Romence Zita Tengoug Kagho forme le trio de tête avec Marie Bérénice Ekoka Akono, étudiante en niveau 3 Licence dans la filière Ingénierie économique et financière, et Albert Alexandre Hamani, étudiant au niveau 2 en Licence dans la filière Economie et Gestion. A l'unanimité, les lauréats se disent motivés. Ils entendent faire encore plus d'effort au cours des années académiques à venir, afin de continuer de bénéficier de cette bourse offerte par la République populaire de Chine.

**Géraldine Ivaha**

### UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ II

Occasion pour les étudiants de mieux préparer les jeux universitaires « Bamenda 2018 », afin d'oublier le mauvais classement des jeux organisée du 23 au 30 Avril 2016 au campus de Soa. L'institution hôte n'était que quatrième au classement général.

## Les activités culturelles et sportives sont lancées

**M**ercredi 6 décembre 2017 à la salle des actes du campus de Soa, le recteur Adolphe Minkoa She a présidé la cérémonie solennelle de la rentrée des activités sportives et culturelles de l'université de Yaoundé II. A l'occasion, les étudiants ont livré les travaux effectués en ateliers depuis le 4 décembre, sous la direction du centre des œuvres universitaires. Il s'agit entre autres des ateliers Art plastique, arts visuels, littérature, chorale, musique, etc.

Au cours de cette cérémonie, Adolphe Minkoa She a justifié la pratique du sport et de la culture en milieu universitaire. « Pour que les étudiants soient très performants sur le plan académique, ils ont besoin de se sentir bien. Et pour se sentir bien, il faut qu'ils fassent des activités sportives et culturelles. Nous souhaitons avoir un campus où les étudiants sont heureux de venir. Parce qu'ils apprennent ce pourquoi ils sont venus là, mais aussi parce qu'à leur âge, ils peuvent s'épanouir sur les différents plans culturels et sportifs. Nos attentes sont grandes. Nous espérons qu'effectivement après ce lancement, les activités culturelles et sportives vont être exercées dans notre université de manière permanente », a-t-il indiqué.

Le recteur de cette université a reconnu que les mercredis après-midi dédiés à ces activités ont été englouties par différents programmes académiques. Et parce que les ateliers ainsi restitués lui ont permis de voir le talent



L'art et le sport seront de nouveau intégrés au programme académique.

de ces jeunes, il estime que les activités culturelles et sportives doivent désormais faire partie intégrante des programmes académiques, pas seulement pour des échéances des compétitions mais surtout pour l'épanouissement des

apprenants. « Nous n'allons plus faire le sport uniquement dans la perspective des jeux universitaires mais parce qu'il faut le faire à tout moment. Nous n'allons plus faire les activités culturelles uniquement dans la perspective de l'Unifac [Festival

Universitaire des Arts et de la Culture, Ndlr], mais on va essayer de donner la possibilité à tous ceux qui s'intéressent à ces activités, qui sont des artistes en herbe de pouvoir s'exprimer », a-t-il ajouté. Les meilleurs seront primés à travers une compétition interne baptisée « la coupe du recteur ».

Parce que le sport et la culture sont célébrés ici sous le thème « visibilité, fair-play, quête de l'excellence », Pr Adolphe Minkoa She souhaite rehausser le classement de l'institution dont il a la charge aux prochains jeux universitaires. Pour lui, il faut effacer le mauvais souvenir de Soa 2016. L'université de Yaoundé II avait été 4ème au classement général avec seulement 9 médailles en or. Il soutient par ailleurs que « même si on a coutume de dire que l'important c'est de participer, l'essentiel c'est de gagner ». Donc, dit-il, « Bamenda 2018 ce sera une autre affaire ! »

En marge de cette cérémonie de lancement des activités sportives et culturelles de l'Université de Yaoundé 2-Soa, les 5 meilleurs étudiants parmi les 25 ayant participé du 17 mars au 2 avril 2017, à un séminaire de la Croix rouge à la direction nationale de gestion des catastrophes, ont reçu les parchemins de fin de formation.

**G I**



## EVÈNEMENT

Pour le lancement de la 5ème édition, le comité d'organisation a déroulé le programme d'activités au cours d'une conférence le 04 décembre 2017 à Yaoundé.

## Les « Trophées francophones du cinéma 2017 » sont lancés

Médias, cinéphiles, cinéastes partenaires, institutionnels, organisateurs d'événements associés, se sont retrouvés à la salle Sita Bella de Yaoundé lors de la conférence de presse qui a déroulé le programme des activités des trophées francophones du cinéma. Les organisateurs ont annoncé douze jours de célébration du 7ème art au Cameroun.

Parmi les activités qui se tiennent dans les villes de Yaoundé, Douala et Buea, les projections de films occupent une place très importante avec le prix du cinéphile. Il s'agit d'identifier dans le public, une personne qui se démarque, chaque jour, par sa capacité à répondre aux questions sur le film projeté. Un tirage au sort est prévu et déterminera l'heureux gagnant qui remporte un voyage tout frais payé pour le pays où se tiendra la prochaine édition des Trophées francophones du cinéma.

L'une des particularités de cette édition est l'offre, par le comité directeur de l'évène-



la patrie d'abord présenté aux cinéphyles

ment, des dotations de 6 000 000 FCFA, 4 000 000 FCFA et 2

000 000 FCFA, pour soutenir la production des films au

Cameroun. Trois lauréats sur une liste de six, annoncés à la

conférence de presse seront également récompensés sur la base de la pertinence de leur projet. Un jury siégeant se charge de la sélection des meilleures propositions de projets structurants.

Une autre spécificité de cette édition est le nombre élevé des activités associées. Pour la première fois, l'on en dénombre une vingtaine. Parmi ceux-ci, l'atelier sous la direction d'acteur de cinéma qui se tient du 5 au 12 décembre sous la direction de Daniel Ndo. Cette activité rassemble plus d'une vingtaine de candidats en quête de perfectionnement de leur art. Le Cinéma numérique ambulant (CNA), dans la même lancée, fait des projections cinématographiques, itinérantes et en plein air en parallèle avec les projections officielles, baptisée « Cinéma autour de Yaoundé ». Ces diffusions des films sont prévues dans six villes, du 5 au 10 décembre.

Michèle Ntédé

## NÉCROLOGIE

Son décès survenu dans la nuit du 08 décembre 2017, vient rallonger la série noire des disparitions qui sévit actuellement au sein l'univers musical au Cameroun.

## Le dernier voyage de Vincent Nguini

Après Mballa Rogers, Natasha Bizo, Mbarga Soukous, Essama Elysée, le rideau vient de se fermer sur Vincent Nguini. Auteur, compositeur, arrangeur, bassiste et chanteur, il est l'un des guitaristes les plus célèbres du Cameroun. Récemment en visite sur sa terre natale, celui qui résidait aux Etats-Unis a avoué aux médias nationaux, être affaibli par la maladie.

Né à Obala, au Cameroun, Vincent Nguini débute sa carrière professionnelle en 1969. Il est par la suite directeur musical de Manu Dibango, avant de devenir chef d'orchestre de la vedette américaine Paul Simon. La diversité de ses compo-



Vincent Nguini, alors chef d'orchestre de Paul Simon.

sitions musicales lui permet de faire voyager les musiques camerounaises à travers le monde. Son originalité réside dans sa capacité à rendre modernes les rythmes traditionnels du Cameroun. Ses compositions, qu'elles soient de l'Afro-pop, Afro-folk, Afro-funk, Afro-jazz, Afro-blues ou Afro-soul, sont teintées de Bikutsi, Makossa, Assiko, Rumba congolaise, Soukous, Juju, Afro-beat, etc. Artiste éclectique, il excelle aussi dans d'autres styles, comme les musiques classiques ou symphoniques... mais c'est le Bikutsi qui restera sa source d'inspiration.

Dans son dernier album annoncé au cours d'une inter-

view accordée à Cameroon Tribune, l'artiste déclarait rendre hommage au Bikutsi. « *Le Bikutsi a toujours eu un grand rôle dans toute ma carrière. Vous savez, c'est une musique très riche, large. Je ne crois même pas qu'on ait déjà véritablement exploité toutes ses potentialités* », reconnaissait le bassiste de renom. L'homme qui aura été l'un des meilleurs de sa génération laisse en héritage ses albums (Soul On Fire, Symphony bantou, Douma avec des titres comme In the midnight hour, Stand by me, kongossa, Baby come back, Evou, etc.) et un grand vide au sein de la scène musicale camerounaise.

M N

## FILMS

## Garoua accueille le festival cinéma du Sahel

La 2ème édition du Cinesah festival se tiendra du 14 au 17 décembre 2017 à l'Alliance française de Garoua conjointement avec les Trophées francophones du cinéma.

Initié par Fatimatou Ahmat

Gadjama, présidente de Kaotal Asbl, l'évènement biennal rendu à sa 2ème édition sera l'occasion de mettre en avant le cinéma et d'impliquer davantage les femmes et les jeunes de la région du Nord dans cet art. Les projections seront gratuites, le but étant de permettre

au plus grand nombre de participer. Pour ce faire, Kaotal Asbl s'est entourée de plusieurs partenaires dont Moov Film Festival, Solar World Cinéma, l'Alliance française qui abrite les festivités, le ministère des Arts et de la Culture (MINAC) et la Communauté urbaine de

Garoua.

Dans un contexte où il n'existe plus de salle de cinéma, le Cinesah festival est une plus-value pour cette région. La plateforme permettra aux populations de regarder des films du Cameroun et d'ailleurs et de s'instruire aux travers des mes-

sages véhiculés. Pour rappel, la première édition du Cinesah Festival s'est tenue en 2015 à Garoua, sous les auspices de la filiale camerounaise de l'association à but non lucratif Kaotal Asbl, créée et basée en Belgique depuis 2013.

**MÉDIAS**

A la lumière des dernières prestations de certains hommes de médias, le public et les confrères s'accordent sur le fait que la presse camerounaise est en pleine déliquescence.

## Les journalistes camerounais n'ont plus bonne presse

« Ceux qui ont subi l'émission « L'Arène » sur Canal 2 dans la soirée du dimanche 12 novembre 2017 en sont sortis K.O debout, dépités, dégoûtés, abasourdis et dédaigneux face au spectacle offert par l'invité principal, un homme de médias qui fait beaucoup parler de lui ces derniers temps. » Ces écrits sont de Linus Pascal Fouda dans un article publié dans l'édition du 14 novembre 2017 de l'hebdomadaire Signatures. L'ancien journaliste de sport à la Cameroon Radio and Television (CRTV) revenait ainsi sur le passage du directeur de publication du journal La Tribune de l'Est, Chantal Roger Tuile, qui s'était offert en spectacle ce jour-là face notamment à son confrère de Le Messenger, Souley Onohiolo.

A la suite de Signatures, c'est le Syndicat national des journalistes du Cameroun (SNJC) qui, toujours à propos de cette émission, commet un communiqué rendu public le 29 novembre 2017. Dans celui-ci, il est indiqué que « L'émission « L'Arène » diffusée sur Canal2 international, avec comme invité Chantal Roger Tuile, a donné de constater des cas flagrants de non-respect du droit du public à une information de qualité ». Pour le bureau national du SNJC dont les membres signent ce communiqué, « Les acteurs de cette émission dominicale trop suivie, de surcroît tous des journalistes, ont fait étalage des comportements répréhensibles qui sont à plusieurs titres décriés et visent à ternir l'image de notre noble profession de journaliste. On a ainsi appris au cours de cette émission que les journalistes usent de chantage, se livrent à la pratique du « gombo »... Des manquements qui jettent l'opprobre sur toute la profession. »

En guise de morceaux choisis, le SNJC met en exergue les sommes faramineuses évoquées au cours des échanges jugés par ailleurs peu convenables. « Chantal Roger Tuile a ouvertement reconnu avoir perçu la somme de cinq millions de FCFA de Nathalie Koah et redistribuée à certains responsables de publication ; et Souley Onohiolo (un des interviewers, ndlr) de rajouter qu'une autre somme de 12 millions de FCFA a été perçue par le même Tuile, de Samuel Eto'o pour soigner son image écornée par la dame suscitée », écrit l'organisme dirigé par le journaliste d'investigation Denis Nkwebo. Face à de tels « aveux », Linus pascal Fouda affirme qu'« il y a de quoi avoir honte pour les professionnels en la matière. »

**MŒURS**

Mais le mal-être ressenti par le public et les professionnels des médias n'est pas le seul fait



L'image de la profession est écornée au quotidien.

de Canal2 international. En effet, le SNJC a répertorié un autre cas de dérives sur la chaîne de télévision à capitaux privés Vision4. D'abord au journal télévisé de 20h le 15 novembre 2017 lorsque « la vidéo d'un homme politique en petite tenue est diffusée, suivie quelques jours après d'un documentaire à charge contre la même personnalité publique. »

Au-delà de ces égarements déontologiques, des journalistes sont critiqués par le grand public sur le plan éthique. « Le moralisateur a été rattrapé par ses leçons de morale », lance avec ironie un téléspectateur de de l'émission « Tour d'horizon », relativement à l'affaire d'atteinte à pudeur présumée suivie de relations sexuelles sur mineure qui pèse sur l'un des présentateurs dudit programme. Une plaisanterie qui tend à mettre le doigt sur le paradoxe entre les dénonciations faites à l'antenne et les pratiques présumées peu orthodoxes des « dénonciateurs. » Un fait qui semble ne pas surprendre Linus Pascal Fouda. Celui qui traîne plusieurs décennies d'expérience professionnelle affirme qu'« Il est plus facile de s'ériger en donneur de leçons que de prêcher par l'exemple ». N'empêche,

une femme au foyer pense que « le mis en cause aurait dû être éloigné des écrans le temps que l'affaire se calme. Cela aurait montré que la chaîne met un point d'honneur sur la probité des personnes censées être sa vitrine. »

Certes, chaque jour qui passe met un peu plus en évidence les égarements de cer-

tains journalistes. Pour autant, le secteur des médias au Cameroun n'est pas infesté que de brebis galeuses. Malgré un environnement et des conditions de travail pas toujours reluisants, nombre de professionnels de la plume et du micro s'échinent à exercer le métier selon les canons en

vigueur. C'est probablement pourquoi Linus Pascal Fouda, directeur de rédaction de Signatures, précise : « Nous ne sommes pas tous comme cela. De grâce ne nous mettez pas tous dans le même panier ! Sachez séparer le bon grain de l'ivraie. »

**Thierry Christophe Yamb**

### Le SNJC frappe du poing sur la table

Dans une déclaration faite à Douala le 29 novembre 2017 et visant « à conjurer les démons qui s'emparent de la presse », l'organisation syndicale relève que « les dérives sont incontestables depuis quelques mois dans la presse camerounaise sans exclusive (...). Le rubicond a été franchi avec une série de déviations observées ces dernières semaines. Le traitement de l'information dans la presse écrite, cybernétique et audiovisuelle fait étalage de manière ostentatoire de violations graves des règles d'éthique et de déontologie inscrites dans la charte de Munich et dans les différents codes encadrant le journalisme au Cameroun. » Face à de tels « comportements anti-professionnels d'une catégorie de médias et de journalistes en activité au Cameroun », le mouvement corporatiste présidé par Denis Nkwebo se « désolidarise de tout journaliste qui viole les règles professionnelles et discrédite la profession, appelle les journalistes à plus de responsabilité sociale et à plus de professionnalisme, s'engage à sanctionner tout membre du SNJC qui travaillerait en marge des règles d'éthique et de déontolo-

gie, renouvelle l'urgente nécessité des concertations paritaires pour adresser les problèmes que connaît l'exercice du journalisme au Cameroun et la mise sur pied d'un tribunal consensuel des pairs, dénonce le silence approbateur et complice du Conseil national de la communication, qui démontre une fois de plus sa partialité, son inutilité et son incapacité à réguler la profession, déplore la passivité des acteurs sociaux face à ces pratiques. »

Faisant observer que « le 22 septembre 2017 sur le plateau de Tour d'horizon sur Vision 4, un des chroniqueurs avait appelé l'Etat du Cameroun à utiliser des mesures répressives fortes contre les Camerounais originaires du Nord-ouest et du Sud-ouest et des journalistes », le SNJC « a décidé d'engager des consultations en vue de la mise sur pied dans les brefs délais d'un organisme d'auto-régulation et de délivrance d'une carte d'identité professionnelle du journaliste. »

**T.C.Y**



## MÉDIAS

Sebastian Chi Elvido a repris à son compte l'un des kiosques de distribution du chef-lieu de la Région de l'Est.

## Un journaliste relance un kiosque à journaux à Bertoua

L'endroit est stratégique. À côté d'une boulangerie très fréquentée et située à un grand carrefour à Bertoua : le carrefour « Face à face ». Difficile de ne pas remarquer le kiosque à journaux à gauche du parking en entrant dans cette enceinte. De loin, il ressemble à un conteur. En réalité, il s'agit d'une cage en fer. Toute sa partie avant est occupée par des journaux. Y sont représentés, quelques quotidiens (Mutations, Le Messenger, Emergence, Le Quotidien de l'économie, Cameroon-tribune, La Nouvelle Expression, L'Oeil du Sahel), bihebdomadaires (Repères, L'Anecdote, L'Essentiel du Cameroun) et hebdomadaires tous nationaux. « Dès cette semaine, nous allons mettre à la disposition des lecteurs l'hebdomadaire panafricain Jeune Afrique », déclare Sebastian Chi Elvido, le gérant de ce kiosque à Bertoua depuis mi-septembre 2017.

Celui qui officie également comme chef d'agence du quotidien privé Mutations explique que « tout est parti de ce que j'avais remarqué qu'il m'était difficile de lire les articles que j'avais produits. Même chose pour mes



Sebastian Chi Elvido.

confrères. Ce qui faisait de la Région de l'Est un no man's land communicationnel qu'il fallait occuper. » C'est ainsi qu'il entre en contact avec la dame qui, jadis, gérait le kiosque à journaux qu'il occupe aujourd'hui. « Après des échanges, nous sommes tombés d'accord sur une formule de location dans un premier temps. Mais depuis trois

mois, je suis promoteur de ce kiosque », affirme Chi Elvido.

Sur les circuits de ravitaillement de cet espace, l'homme est constant sur le fait que « je me suis refusé à entrer en contact avec Messapresse au vu du contexte qui prévaut autour de la distribution de la presse au Cameroun et qui est le fait de cette entreprise. Je ne voulais pas me retrouver sur la

paille comme les autres kiosques à journaux qui ont précédé l'existence de celui-ci. » Du coup, le journaliste s'est tourné vers « d'autres réseaux de distribution » avec lesquels « tout se passe bien jusqu'ici ». Celui qu'il désigne dans nos échanges comme « mon partenaire » semble offrir de meilleures conditions d'échanges que Messapresse. La preuve, soutient Chi Elvido, « ce que nous gagnons nous permet de réinvestir dans l'acquisition de nouveaux titres et d'asseoir notre crédibilité au fil des jours ».

### NETTOYAGE

Autre stratégie adoptée par l'entrepreneur, « j'ai décidé de ne pas prendre tous les journaux ». Il révèle que « dès le début, j'ai renvoyé à mon partenaire tous ces journaux qu'en tant que journaliste, j'estimais ne pas faire dans les canons de notre profession. Je ne vais pas les citer ici. Tous dans le milieu, nous les connaissons. »

Ce « nettoyage » effectué, les lecteurs ont commencé à affluer. Ce qui prouve qu'il y avait un manque que comble cet unique kiosque à journaux dans la ville de Bertoua. Pour autant, le promoteur constate que « mon expérience en tant que distributeur de journaux m'aide

dans la perception qu'ont les lecteurs de notre travail. Très peu d'articles que nous produisons intéressent le public qui, contrairement à ce qu'on croit, est de plus en plus exigeant vis-à-vis de la presse surtout écrite. Cela peut s'expliquer par l'arrivée de l'internet depuis quelques années. Je crois aussi que le fait que les réseaux sociaux constituent de plus des sources, fiables ou non, des lecteurs pousse ces derniers à demander plus aux journalistes qui doivent par conséquent faire plus d'effort dans la qualité des articles qu'ils produisent. » Car, pour lui comme pour les lecteurs rencontrés sur place, « les entrepreneurs de la presse ont perdu de vue qu'un journal est un produit commercial, certes, mais un produit commercial qui ne peut se vendre que s'il respecte les canons du journalisme ». Une vision que partage Sebastian Chi Elvido avec ses confrères de la Région de l'Est dans le cadre du Syndicat national des journalistes du Cameroun (SNJC) dont il est le chef d'antenne régionale.

**Bernard Bangda,**  
de retour de Bertoua

## GOVERNANCE EN AFRIQUE

Parmi les invités à ces échanges sur le niveau d'implémentation de la démocratie à travers les élections en Afrique, une brochette de journalistes de tous horizons.

## L'Union africaine célèbre le 10ème anniversaire de la Charte de la démocratie

Quelque 350 délégués venant de divers pays du continent et d'autres régions du monde ont participé du 27 novembre au 1er décembre 2017 à Pretoria en Afrique du Sud à une série de réunions commémoratives du dixième anniversaire de la charte de la démocratie, des élections et de la gouvernance. Les deux premiers jours étaient consacrés à un séminaire d'experts sur le thème « dividende et déficits démocratiques de l'Afrique ». Le reste du temps, il s'est agi de la 6ème édition du Dialogue de haut niveau sur la démocratie, les droits de l'homme et la gouvernance en Afrique sous le thème : « renforcer la participation et la représentation des jeunes dans la gouvernance en Afrique ».

Les organisateurs de cet événement l'ont dédié aux jeunes et ceux-ci représentaient les trois quarts des participants. Il était question de susciter la mobilisation pour inciter les jeunes à s'investir dans le jeu politique dans leurs différents pays où il est déploré un recul de la démocratie, qui freine l'opérationnalisation de la charte de la démocratie.

Journalistes de la démocra-



Après une interview avec le président guinéen Alpha Condé.

tie

« L'Union africaine m'a fait l'honneur et le plaisir de m'inviter à prendre part aux deux réunions, tenues entre lundi et vendredi à Pretoria, en Afrique du Sud », informe Raphaël Mvogo, journaliste camerounais qui officie pour le compte de l'agence de presse Chine nouvelle à Yaoundé. En effet, l'ancien de Cameroon-tribune (1998-2008), seul journaliste francophone du groupe des hommes de presse invités à Pretoria, voit ainsi consacrer « ma longue expérience de couverture des élections sur le continent (Nigeria, Sénégal, Mali, Madagascar, RCA et évidemment notre propre pays), sans oublier le programme Francophone Elections Tour du département d'Etat américain qui m'avait permis de vivre quelques moments de la belle aventure électorale de Barack Obama en 2008 ». A l'actif de Raphaël Mvogo, le pronostic de la victoire de Faustin Archange Touadéra au second tour de l'élection présidentielle centrafricaine en février 2016. « Lorsque nos confrères occidentaux prédisaient une victoire d'Anicet Georges Dologuélé, j'arrive l'avant-veille à Bangui et, après une enquête d'opinion, je réalise que le vrai

favori est Touadéra et je l'écris. Quand les premières tendances sont annoncées, il se trouve que j'ai raison », se souvient-il. De quoi lui faire oublier que trois années plus tôt, en 2013, « et devant le chef de l'Etat centrafricain d'alors, Michel Djotodia qui ne voyait pas ce qui m'arrivait, j'avais failli me faire assassiner par un rebelle. C'était au Camp Roux, à l'état-major de l'armée centrafricaine à Bangui, où il avait pris ses quartiers après avoir été agressé lui-même par ses hommes à l'hôtel libyen Ledger ».

Certainement dans la balance du choix porté sur le journaliste camerounais, « la couverture de grands sommets de chefs d'Etat : de l'Union africaine régulièrement où j'ai pu interviewer plus d'une vingtaine de dirigeants africains dont les plus compliqués comme Paul Kagame du Rwanda, après cinq années de tentatives infructueuses, des Brics (à Durban, en Afrique du Sud, en 2003), du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac, Pretoria et Johannesburg, en 2015), de la CEMAC, etc. »

**B B**

**PATRIMOINE**  
**ROUTIER**

En laissant circuler de nombreux gros porteurs en surcharge, les responsables des stations de pesage et des postes de contrôle participent à la dégradation de la chaussée d'un axe inauguré il y a moins de cinq ans par le Premier ministre (PM), Philemon Yang.

# Comment la corruption détruit l'axe Ayos-Bonis

Le voyageur qui emprunte la route Ayos-Bonis va certainement croire à des simagrées du conducteur de son véhicule tant ce dernier tangué d'un côté à l'autre de la chaussée. C'est qu'en réalité, le chauffeur est obligé de donner des coups de volant et de frein brusques pour esquiver les excavations apparues sur cette route depuis environ un an. Au risque de se retrouver nez-à-nez avec un gros porteur sous lequel il peut terminer sa course. Comme ce 23 novembre 2017 à la station de pesage de Bagofit, village situé à une quinzaine de kilomètres d'Abong-Mbang, chef-lieu du département du Haut-Nyong. Même si c'est à cet endroit que les plus gros trous se recensent sur cet axe, d'autres postes (Bonis, Mandjou et Garoua-Boulai, ndlr) ne sont pas épargnés. Traduisant ainsi la forte fréquentation de cette route par les gros porteurs au mépris des normes établies. Et dévoilées le 23 août 2012 par le directeur général (DG) de Pantechniki (l'entreprise qui avait effectué ses travaux de bitumage, ndlr), Panagiotis Marelis, lors de l'inauguration officielle de la route Ayos-Bonis par le PM. Le Dg de Pantechniki tire la sonnette d'alarme sur l'avenir de cette route : « 900 véhicules lourds circulent chaque jour sur cette route au lieu de 200 comme initialement prévu ». Le tout alors que le niveau de réalisa-



Le poste de contrôle mixte de Bonis.

tion des travaux du lot n°2 (Abong-Mbang – Bonis, ndlr) était évalué à 94%. En clair, cette route inaugurée avant sa réception définitive est déjà un danger. Et en danger.

« Au-delà du nombre de véhicules qui circulent au quotidien sur cette route, près de cinq fois plus que la norme, il y a que les gros porteurs sont pour la plupart en surcharge », indique un sous-officier de gendarmerie à la retraite

ayant longtemps exercé dans les stations de pesage au Cameroun. « La pratique en cours veut que chaque gros porteur en surcharge débourse la somme de 50 000 FCFA au moment où il passe sur le pont bascule alors que l'ordinateur est éteint pour ne pas indiquer le surpoids », précise notre interlocuteur que nous avons rencontré alors qu'il s'était déjà retiré dans son village dans la Haute-Sanaga. Un autre agent des

impôts avoue avoir pu refaire sa vie alors qu'il était affecté à la station de pesage de Mandjou à l'entrée nord de Bertoua : « A la fin de la journée, chacun des agents en poste là-bas se retrouvait avec au moins 500 000 FCFA. Ce qui a permis à plusieurs de relancer une vie crépusculaire. » Et c'est justement au crépuscule que la plupart des transactions dolosives se déroulent à ces endroits. « Quel que soit le moment de son arrivée, un chauffeur en surcharge va garer au parc de Mandjou ou de Garoua-Boulai, c'est selon, pour attendre la tombée de la nuit pour passer inaperçu », explique Abdoulaye I., un conducteur de gros porteur qui charge à Libongo à la frontière avec la République du Congo-Brazzaville. Qui, comme ses collègues, met à profit ce temps d'attente pour aller rendre visite à sa famille à Bertoua. « Dans le même temps, souffle un riverain qui observe régulièrement la scène, les logisticiens des sociétés de transport viennent « voir » les personnels du pont bascule pour verser leur « dû ». » Et notre interlocuteur fait alors remarquer que « nous sommes sujets aux bruits des moteurs toute la nuit, généralement entre 22 heures et 04 heures du matin ». C'est le moment choisi par les stations de pesage pour « libérer » les camions. Qui vont exercer une pression sur la chaussée telle qu'elle se dégrade fortement ces derniers.

## POSTES DE CONTRÔLE

« Il n'y a pas que les micmacs des stations de pesage de Mandjou, Bonis et Bagofit qui sont responsables de la dégradation de la chaussée sur l'axe Ayos-Bonis », affirme, sentencieux, le gendarme évoqué supra. Comme lui, les conducteurs de gros porteurs en provenance de Batouri, Mbang, Mindourou et des autres entreprises forestières de la Région de l'Est dénoncent « l'arnaque » dans les postes de contrôle mixte. Et avancent les chiffres : « 5 000 FCFA à déboursier dans les postes de contrôle de police, 10 000 FCFA à Bonis au poste de contrôle mixte, 20 000 FCFA à Dimako par les éléments du peloton routier assis dans une hutte en paille au carrefour entre les routes de Mbang, Bertoua et Abong-Mbang ». Des informations difficiles de vérifier auprès des administrations incriminées mais que d'anciens membres de ces postes de contrôle confirment à mots couverts : « la pratique au sein de nos unités consistent pour chacun des éléments envoyés en route de revenir remettre 10 000 FCFA à chacun de ceux restés en permanence ». Difficile donc de ne pas croire aux allégations des chauffeurs et d'anciens « camarades ». Et comme toujours, les camions qu'on laisse ainsi passer sont en surcharge.

**Bernard Bangda,**  
de retour de Bertoua

## AYOS-BONIS

C'est ainsi qu'est qualifié cet axe routier par les services du ministère des Travaux publics (Mintp).

# La route de la honte

« Ayos-Bonis : La route... malgré tout ». Le titre choisi par le Mintp est évocateur des péripéties subies par tous pour parler d'Ayos-Bonis lors de son inauguration officielle par le Premier ministre (PM), Philémon Yang, le jeudi 23 août 2012. Pour le Mintp d'alors, Patrice Amba Salla, « nous sommes heureux de cette épreuve à laquelle cette route nous a soumis pendant 84 mois au lieu des 55 mois de délais de départ ». Au plan financier, M. Amba Salla parle « de 37,5 milliards de FCFA, travaux et missions de contrôle y compris, on a fini par déboursier 58,4 milliards du fait des nombreux avenants, des révisions des prix et des travaux supplémentaires qui ont émaillé ce projet ».

Au final, au Mintp, on estime que « Le cas de la route Ayos-Bonis est unique en termes de tracasseries et de détails ». Et de détails, Patrice Amba Salla n'est pas avare. D'abord, « les graves insuffisances des études bâclées par les cabinets Beta Consult et



La chaussée dégradée au niveau de la station de pesage de Bagofit.

Ecta BTP, retenus pour la cause ». Des informations confirmées par un ingénieur du Mintp à l'époque à Repères : « Les études

faisaient état de trois marécages alors qu'il y en avait trente. Conséquence, quand on a évalué le coût de la route en tenant compte

de 30.000 m3 de purge à réaliser à raison de 70.000 FCFA la purge, la route exigeait 360.000m3. » Autre symbole d'une étude escamo-

tée, « l'entreprise chargée des travaux s'est approvisionnée en graviers 36 km plus loin que prévu ». Tout ce dilettantisme dans les études a entraîné un surcoût des travaux de l'ordre de 13,1 milliards de FCFA.

Autre chose qui fâche sur cette « route de la honte » du fait du mutisme, pis, de la flagorneurie de l'élite de l'Est qui s'est pourfendue en discours et écrits dans les journaux publics en contradiction totale avec la réalité à propos, c'est le fait que « Pantechniki avait exagérément revu ses coûts à la baisse pour gagner ce marché. La faute à une commission de passation des marchés dont les membres restent impunis jusqu'ici devant tant de manquements et de dérives. » Enfin, souligne le Mintp, « les bailleurs de fonds ayant refusé de financer les surcoûts, l'accumulation des impayés de l'entreprise va conduire à l'arrêt des travaux de 11,5 mois pour le lot n°1 et de 09 mois pour le second lot ».

**BB**



COUPE DU  
CAMEROUN 2017

Le club de Douala s'est imposé le 10 novembre 2017, au stade Ahmadou Ahidjo de Yaoundé, face à l'Union des mouvements sportifs de Loum, 1-0.

## New stars s'adjuge le trophée de la 58e édition

43ème minute, sur une passe de Cédric Djeugoué, latéral de New stars, Alain Nandjou va inscrire le premier but du match. 1-0. Le score reste inchangé jusqu'à la mi-temps. A la deuxième période, c'est avec l'air revanchard que l'équipe de Loum revient sur la pelouse. Les deux entraîneurs revoient leurs dispositifs technique et tactique.

Le coach d'UMS, Guy

Djiepnang jette dans le bain Ronald Lakem (51ème), Vidal Ayuk (60ème) et Julien Momasso (69ème). Peine perdue. Le dispositif défensif mis sur pied par Laurent Djam, le coach de New stars, tient bon. L'ancien technicien de Bamboutos football club de Mbouda, Lion Blessé de Foutouni arrivé en rescousse à Douala le 4 juillet 2017, sait donner une marque de fabrique à son groupe.

Après la défaite en finale 2012 face à Unisport de Bafang (0-2), les nouvelles pépites de la ville de Douala s'adjugent leur premier trophée national. Pour Faustin Domkeu «c'est la décision de Dieu, car on a tout fait pour ne pas perdre, et on ne peut que tout remettre entre les mains du très haut», indique le président de New star de Douala. Scène de liesse similaire chez l'entraîneur Laurent Djam. «On a souffert tout au long de la

saison, on a faillit être relégué en division inférieure. Mais, on a relevé le défi. Aujourd'hui, nous sommes vainqueurs», lance-t-il, ému.

Dans le camp d'en face, c'est la désolation totale. Pour Guy Djiepnang, l'entraîneur d'UMS, «nous sommes déçus pour nous, pour le président qui nous a mis dans les bonnes conditions». Sur le match, Guy Djiepnang avoue que «les gars ont pêché au niveau de la finition. On n'a pas été effi-

caces. On a poussé, mais on a été très malheureux ce jour.»

La finale 2017 de la Coupe du Cameroun était présidée par le chef de l'Etat. Paul Biya a présidé. Au-delà du football, des trophées ont été remis aux meilleurs athlètes des fédérations civiles nationales.

Hermann III Ewané

## NÉCROLOGIE

## Benjamin Massing est mort !

C'est aux premières heures de la matinée de ce dimanche 10 décembre 2017, que l'ancien défenseur des Lions indomptables, Benjamin Massing s'est éteint. A en croire

certaines sources, il aurait succombé à un accident cardiovasculaire, alors qu'il s'apprêtait à rallier la ville de Douala en provenance d'Edéa. Le corps a été aussitôt déposé à l'hôpital Alucam d'Edéa. Né le 20 juin

1960 à Edéa, Benjamin Massing était un solide défenseur, connu pour sa rigueur dans l'axe de la défense, «Abdallah» comme l'appelaient affectueusement ses coéquipiers, a passé sa carrière entre le Cameroun

et la France. Ancien sociétaire de Diamant FC Yaoundé (1986/1987), Créteil en France (1987/1991) et Olympique de Mvolyé (1991/1992), Benjamin Massing a passé cinq années dans la tanière des Lions entre

1987 et 1992, avec à la clé des participations au Mondial 1990 en Italie et à la Coupe d'Afrique des Nations au Sénégal en 1992. En 21 apparitions sous le maillot des Lions, il a inscrit un but.



## ANNONCE DE PRESSE

**Des surprises pour la fin d'année chez CIMENCAM !!!**

**Rendez-vous dans nos points de vente partenaires et nos dépôts.**







**EXPORTATION**

**RAFFINAGE**

**PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**PCCC**  
**"CHARGEMENT DES CAMIONS-CITERNES"**

# CONNECTING VISIONS WITH THE FUELING NEEDED

**Société Nationale de Raffinage**  
Raffinage de pétrole brut en produits finis  
**The National Refining Company LTD**  
Refining crude oil into finished petroleum products

**SONARA**

Tél : (237) 233 33 22 38 / 233 33 22 39 - Fax : (237) 233 33 21 38

*Fueling ambitions*

CERTIFICATION DE SYSTÈME QUALITÉ  
DNV-GL  
ISO 9001